

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DIRECTEUR DU 8 JUILLET 1983 à  
Orléans (Maison des Sports)

-----

Le Président Massaloux ouvre la séance à 20 h 30.

Sont présents : MM. Bommer, Brion, Errant, Jacob, Lacour, Richard, Rottreau et Tavernier.

Excusés : MM. Colas, Lapha, Maignan, Marest, Ringuet, Simon ainsi que le CTR P.David.

Le Président donne les raisons de la convocation de cette réunion : l'appel du CTT Déols à la décision de la Ligue sur la rencontre de R.3 CTT Déols-USA Joué et la réponse faite par M. Devys, Vice-Président de la branche C fédérale à une demande de précisions formulées le 23 sur les termes des textes réglementaires.

Adoption du P.V. de la réunion du Comité Directeur du 8 Mai Ce P.V. est adopté à l'unanimité après que M. Jacob ait précisé qu'en R.2 féminine l'AS Fondettes avait demandé à être la première repêchée et qu'elle n'aurait pas du être considérée comme la dernière qualifiée.

Affaire C.T.T. Déols Le Président refait l'historique de l'affaire et donne les raisons qui ont motivé le désaccord du Bureau du 14 Juin sur la décision fédérale :

- l'application du règlement a été confirmé par 2 fois par la Commission sportive fédérale les 28 Mai et 8 Juin.
- le bureau fédéral n'a pas cassé ces décisions (ce qui n'aurait pas été possible sans violation du règlement)
- les énormes difficultés à établir un calendrier avec 1 poule de 9 équipes
- le CTT Déols était récidiviste pour la saison 82-83 (recontre Déols-AS Tabacs)

Un tour complet de la question est fait pour constater que :

- aucun texte ne prévoit qu'un appel à une décision de la C.S. puisse être fait
- si l'article II des statuts donne pouvoir au Comité Directeur d'interpréter les règlements, il ne lui confère pas le droit de les détourner en prétextant des circonstances atténuantes
- l'article 28 du règlement intérieur donne à la C.S. la charge de régler les litiges se rapportant aux règlements
- le bureau fédéral a pris une décision sans juger bon d'entendre le Président de la Ligue et ne précise pas quel est le point du règlement qui lui a permis de décider
- le Bureau ne répond pas sur les dispositions que nous devrions prendre vis-à-vis de Dreux dont l'équipe a subi à l'issue de la saison le même préjudice, et pour les mêmes raisons que Déols
- si l'on commence à parler de circonstances atténuantes, les règlements ne pourront pratiquement plus être appliqués. A ce sujet, le Comité Directeur apprend P.Magnoux, capitaine de l'équipe fautive, a déclaré le 15 Juin à un membre du Comité Directeur, qu'il n'aurait pas été troublé lors de l'établissement de la feuille de rencontre puisqu'il s'était contenté de reprendre la composition qui lui avait été donnée par le Secrétaire Général du club A.Chaput.

Le Comité Directeur constate également que dans sa lettre d'appel du 4 Juin, M.Lebanc Président du CTT Déols, emploie des termes désobligeants sur l'emploi du temps des membres de la Commission Sportive, termes que le Comité Directeur désapprouve fermement. M.Richard, plus particulièrement visé, répondra personnellement à M. Leblanc.

D'autre part, M.Lebanc a fait savoir que M.Ringuet n'était absolument pour rien dans cette affaire, le Comité Directeur du CTT Déols étant capable de prendre ses décisions lui-même. Il a pourtant, depuis la décision de la Ligue, fait connaître à plusieurs reprises qu'il agirait ... plus haut.

En résumé, 3 possibilités de régler cette affaire se font jour :

- faire un appel au Comité Directeur sur la décision du Bureau Fédéral
- refuser la décision du Bureau fédéral
- accepter la décision avec tous les inconvénients qui en résultent

Il est décidé par 8 voix de refuser la décision contre 1 de s'incliner. Après le vote, le Président précise que 3 membres excusés avaient donné leur opinion par lettre, à savoir 2 pour refuser la décision, 1 pour l'accepter.

#### Abonnements à France Tennis de Table

Le Président donne lecture des nouvelles dispositions prises par la FFTT au sujet des abonnements gratuits servis jusqu'à maintenant. Les Ligues et Comités Départementaux devront se substituer dans certains cas, en payant, à la FFTT.

Il est décidé que la Ligue abonnera : MM. Tavernier, Jacob, Lapha, Maignan, Bommer, Fournier, Rottreau, David, Le Boucq, Jacquenod, ainsi que la D<sup>on</sup> Régionale TLJS, le CROS, le CRJS Salbris, la rédaction sportive de la N.R, la rédaction sportive FR 3 Centre ainsi que la Ligue.

La séance est levée à 22 heures.

-----ooooOoooo-----

#### PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DIRECTEUR DES 17 et 18 SEPTEMBRE 1983

à ORLEANS (La Motte Sanguin)

-----

Le Président Massaloux ouvre la séance à 14 h 45.

Sont présents : MM. Bommer, Colas, Errant, Fournier, Jacob, Lacour, Lapha, Maignan, Marest, Richard, Ringuet, Rottreau, Simon et Tavernier ainsi que M. David, C.T.R., et le Dr Jacquenod, Médecin Régional.

Sont excusés : MM. Brion et Lesinge Président du L&C pour le Samedi, Balmet Président du Cher pour les 2 séances.

Le Comité de l'Indre n'a pas donné signe de vie.

Avant de passer à l'ordre du jour le Président tient à saluer l'arrivée de M. Fournier, nouvel élu.

#### Adoption du P.V. de la réunion du 8 Juillet 1983

Ce P.V. est adopté à l'unanimité

sans être lu, chaque membre l'ayant reçu.

#### Dossier du C.T.T.Déols

Le Président fait part de la décision prise au Bureau Fédéral le 10 Septembre, après vote par correspondance du Comité Directeur Fédéral, qui confirme la décision précédente, à savoir : organisation d'une poule de 9 en R.2 pour y incorporer l'équipe 2 de Déols, la décision prise par les Commissions Sportives Régionale et Fédérale n'étant pas cassée.

Le Président donne la parole successivement à chaque membre.

C.Errant regrette que la Fédération ne donne pas une réponse circonstanciée et se contente d'imposer.

G.Jacob pense que les amendements envisagés au règlement ouvrent la porte aux circonstances atténuantes qui, en fait, empêcheront d'appliquer ce règlement.

B.Simon se contente de dire : que fait-on de Dreux ?

J.Maignan regrette qu'on n'obtienne pas de réponse précise.

A.Tavernier rappelle que le règlement ne prévoit que des poules de 8 et que la Commission Sportive est seule juge. Il se demande si le fait d'être connu d'une personnalité ne suffit pas pour ne pas appliquer le règlement ?

J.C. Lacour s'inquiète à l'idée de revoir des cas similaires.

C. Rottreau ne comprend pas pourquoi il n'y a pas eu discussion avec la Ligue.

M. Colas pense que les clubs de la poule de 9 sont lésés, qu'il y a eu vice de forme dans la décision et aussi récidive du CTT Déols.

G.Jacob regrette que la lenteur de la décision a profondément perturbé l'organisation de la saison.

R.Marest pense que des décisions de ce genre amènent à se poser des questions

C.Massaloux précise qu'on ne désavoue pas la Commission Sportive Fédérale et le Comité Directeur de la Ligue, mais qu'on impose une décision.

L.Bommer dit que les dirigeants de Déols pensent que l'on a fait du chantage avec des menaces de démission.

D.Lapha ne voit pas l'utilité de rediscuter ce problème qui a déjà été réglé par le dernier Comité Directeur.

T.Ringuet explique tout d'abord ses absences répétées au Comité Directeur de la Ligue : les réunions de Ligue coïncident avec les réunions fédérales. Il a une position difficile du fait de sa casquette de Secrétaire Général de la FFTT, de celle de Vice-Président de Ligue et aussi de celle de dirigeant du CTT Déols. Il n'a jamais pris parti pour son club, se contentant d'inscrire cette affaire à l'ordre du jour du Bureau et ensuite de l'ignorer. Il pense qu'elle est trop passionnelle. Il fait ensuite un exposé sur le droit coutumier et la morale sportive.

En conclusion le Président Massaloux ne voit que 3 possibilités :

- maintien de la décision précédente de la Ligue avec le risque que la FFTT dissolvent la Ligue
- soumission à la décision fédérale avec tous les inconvénients qu'elle entraîne, entre autres 3 démissions au minimum
- soumission à la décision fédérale, personne ne démissionnant immédiatement afin de lancer la saison, mais tout le Comité se retirant au 31 Décembre.

Il est décidé de voter à bulletin secret sur les 2 premières éventualités seulement. Le scrutin donne 13 voix pour le maintien de la décision de Ligue précédente, 1 pour se soumettre et 1 bulletin nul.

#### Commission Sportive

Tout d'abord, M. Richard déclare ne plus pouvoir assurer la vérification du "brûlage", ses occupations professionnelles l'en empêchant. M.Colas se propose pour le remplacer.

Le Comité étudie ensuite le projet de réforme des compétitions qui est parvenu le 8 Août à la Ligue et a été transmis à chaque membre le 22 du même mois. Les 10 tableaux concernant ce projet sont étudiés les uns après les autres et le Secrétaire fera part à la FFTT des observations et des suggestions qu'ils ont soulevées.

Il semble que les organisations des finales des Individuels ne tournent pas d'une façon régulière dans les Comités. Il est décidé à l'avenir d'adopter l'ordre : 18, 28, 36, 37, 41, 45.

G. Jacob soulève le cas de Benoît Ladouble qui en changeant de catégorie d'âge devrait être incorporé, selon les règles, en Régionale 2 Cadets. Il est décidé de le faire jouer en R.1 si une place se trouvait libre.

#### Commission Médicale

Le Dr Jacquenod fait un compte-rendu de la réunion de la Commission Nationale. Cette Commission a précisé qu'il n'y avait aucune possibilité médicale d'accorder une dérogation à la règle interdisant le port du survêtement en compétition, cette dérogation étant laissée à la latitude du Juge-Arbitre.

La Commission voudrait faire des statistiques sur les accidents pouvant survenir au cours de la pratique du tennis de table et demande à tous les dirigeants de signaler de tels cas. Enfin elle a décidé de reconduire la décision d'assimiler les Minimes 2ème Année à des Cadets pour prétendre au double surclassement médical.

#### Commission de Classement

M. Lapha aimerait disposer de tous les relevés des résultats des joueurs avant la réunion de la Commission afin d'éviter des rectifications ultérieures. Il rappelle que les joueurs "antérieurement classés" doivent, dans la mesure du possible, recevoir un classement après avoir disputé 4 rencontres, pour une meilleure intégration dans les équipes à 6 joueurs.

#### Assemblée Générale 1984

Il est décidé de demander une dérogation à la FFTT pour organiser l'A.G. le 31 Mai et d'y procéder aux élections du nouveau Comité Directeur, celles de la Fédération n'ayant lieu qu'en Décembre. En 1980, ce genre de dérogation n'avait cependant été accordée que si l'A.G. élective de Ligue se déroulait après le Congrès Fédéral ce qui n'est pas le cas pour la date du 31 Mai. T.Ringuet voit le problème au niveau Fédéral et si la date proposée ne pouvait être retenue l'A.G. serait reportée au 17 Juin 1984.

Le Président attire l'attention des membres sur le fait que le Comité Directeur est à renouveler en totalité et demande à chacun de réfléchir à la question pour pouvoir indiquer ses intentions à la réunion de Janvier.

#### Commission Corporative

La commission se réunira début Octobre.

M. Lacour, pris par ses obligations professionnelles le lendemain, tient à faire le point sur l'organisation des Nationaux Individuels 1984. Il indique que les demandes de subvention ont été faites et qu'un sponsor s'était présenté.



Enfin, il expose les difficultés rencontrées au niveau fédéral pour la fusion CL Molière - Cercle Michelet. La nouvelle association ne pouvant s'appeler réglementairement que Cercle Michelet (club omnisport), le Comité Directeur décide d'incorporer cette association en R.3. niveau conservé par le CL Molière.

La séance est levée à 19 heures 15.

Le Président Massaloux ouvre la séance du Dimanche 18 Septembre à 8 h 30.

Sont présents : MM. Bommer, Brion, Colas, Errant, Fournier, Jacob, Maignan, Marest, Richard, Rottreau, Simon, Tavernier ainsi que David CTR et Lesinge  
Président du Comité du L & C.

MM. Lacour, Lapha, Ringuet sont excusés.

#### Questions Administratives

La demande de mutation du jeune Lizart admis en Section Sport Etude à Rouen a été transmise avec avis favorable à la FFTT, en attirant toutefois l'attention sur les pressions financières faites par les dirigeants locaux.

Quelques difficultés se sont présentées au niveau Secrétariat Fédéral pour les affiliations. Il est décidé qu'en 1984-85, les affiliations devraient transiter par la Ligue.

Le Secrétaire rappelle la réforme faite par la FFTT pour les abonnements gratuits à France Tennis de Table. Il demande aux Départements retardataires de faire parvenir leurs listes d'abonnements à la Ligue.

#### Trésorerie

C. Errant rappelle que tout envoi de licences ou d'affiliations doit être accompagné à la Ligue d'un chèque du montant total de l'envoi. Il précise que les sommes indiquées sur la récapitulation doivent correspondre à la part fédérale.

Les Comités devraient avoir reçu l'annonce d'un stage de trésorier à la Tous-saint. Il semble qu'il n'en est rien, une photocopie leur sera adressée.

Le Président donne des statistiques sur les subventions F.N.D.S.: le tennis de table est 7° sur 41 disciplines, mais la situation est moins bonne sur les fonds de formation.

Le budget des stages a été établi.

Le Comité Directeur adopte les propositions faites par la Commission Jeunes pour la dotation du Challenge Interclubs, à savoir : 4 clubs seront récompensés avec la sponsorship de J.M.Béguin, le premier recevra une table, le 2ème 1.500 F de matériel, le 3ème 1.000 F et le 4ème 500 F.

Le problème des Commissaires aux Comptes n'est toujours pas réglé. Mme David serait candidate. Un appel de candidatures sera faite dans le prochain TOPP.

#### Conseiller Technique Régional

La convention régionale reste à passer pour la saison 1983-84. M.David indique les points principaux de son plan d'action : améliorer le qualitatif de la formation des cadres, mettre en place des formateurs de cadres d'associations, pour les Pilotes faire une information préalable et un suivi avec le rassemblement le 1er Mai des stagiaires des 3 dernières saisons, organiser les 2 parties du stage d'Entraîneur 1er degré dans la même saison, augmenter le nombre d'éducateurs sportifs, faire un recyclage des cadres régionaux sur un week-end, organiser un stage à thème sur un week-end.

Il espère voir des centres d'entraînement se créer dans chaque département.

Enfin, pour parfaire sa formation professionnelle, il accomplira une mission fédérale de formation de cadres pendant 3 semaines.

Le Comité Directeur adopte ce programme.

Avant de passer à la suite, le problème de l'engagement aux Interligues Espoirs est soulevé. La participation est décidée, même en féminine, avec la participation ou non de F.Ladouble.

#### Commission des Jeunes

J.M.Richard donne un compte-rendu de la réunion du 12 Septembre. Tout d'abord, il est décidé qu'un Educateur Sportif ne serait pas membre de droit de la commission, il pourra y siéger à titre consultatif sur invitation.

Le règlement du Challenge Interclubs est adopté avec un droit d'inscription de 5 F par équipe (2 F 50 Ligue, 2 F 50 Comité). Son organisation dépend exclusivement de la Commission Jeunes.

Des C.P.S. Régionaux seront organisés chaque Mercredi à Vineuil et Salbris. Les frais de déplacements des jeunes et cadres seront remboursés. Les convocations sont lancées.